RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

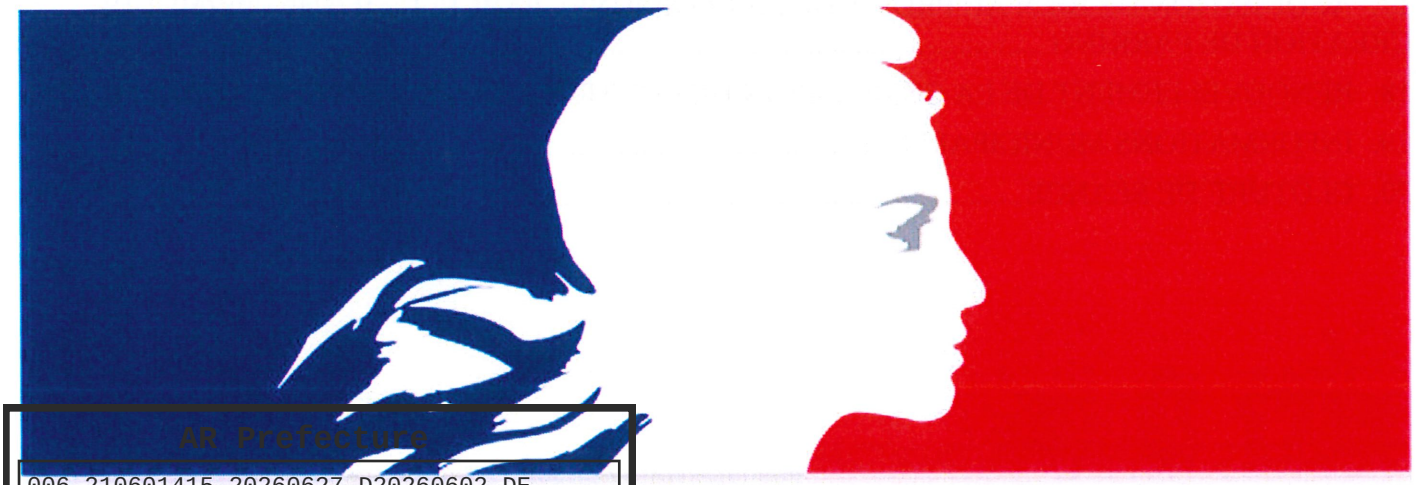
DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

COMMUNE DE TOUDON

Procès-verbal de séance du Conseil municipal

Séance du budget du mercredi 29 avril 2026 à 19 heures

En Mairie



AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

25 Allée St Jean. 06830 Toudon - Tél : 04 93 08 55 25 ; Fax : 04 93 08 55 71
mairie-de-toudon@wanadoo.fr

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

SOMMAIRE

1. OUVERTURE DE SÉANCE 4
2. ORDRE DU JOUR 4
3. ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE 5
4. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 MARS 2026 6
5. APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 6
6. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025 8
7. TAUX DES TAXES DIRECTES LOCALES 2026 10
8. TARIFS COMMUNAUX 2026 12
9. SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX ASSOCIATIONS POUR 2026 12
10. PROVISION COMPTABLE POUR CRÉANCES DOUTEUSES 2026 14
11. BUDGET PRIMITIF 2026 16
12. RÉVISION LIBRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION – ANNÉE 2026 18
13. CONTRIBUTION ET DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA SURVEILLANCE DES ESPACES NATURELS SITE ESTÉRON 2026 20
14. DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU RÉSEAU COMMUNES FORESTIÈRES DES ALPES-MARITIMES 22
15. PRESCRIPTION D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS (P.P.R.N.) 23
16. RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DES VÉHICULES MOTORISÉS SUR LE SENTIER DE LA CIME DES COLLETTES INSCRIT AU P.D.I.P.R. ET MISE EN PLACE D'AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION 24
17. ACQUISITION DE BIEN AU PROFIT DE LA COMMUNE - PARCELLE B 0240 - PROJET DE CRÉATION DE PARKING 26
18. RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES LISTES ÉLECTORALES 27
19. INFORMATIONS MUNICIPALES 29
20. CLÔTURE DE SÉANCE 30

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

L'an deux mil vingt-six, le mercredi vingt-neuf avril, à dix-neuf heures, le Conseil municipal de TOUDON, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-17 du CGCT, dans la salle du Conseil municipal de la Mairie, en séance publique, sous la présidence du Maire, Madame Virginie LECLERC ESCALIER.

Date de convocation : 23/04/2026 **Date d'affichage : 23/04/2026**

Nombre de conseillers en exercice : 11

Etaient présents : 08

- Mme Virginie LECLERC ESCALIER, Maire
- M. Sylvain RIVET, 1e Adjoint
- Mme Magali GHIGO CAGNOL, 2e Adjoint
- M. Frédéric GIRAUD, Conseiller municipal délégué
- M. Patrick PERINET, Conseiller municipal délégué
- Mme Stéphanie FECHINO, Conseillère municipale déléguée
- M. Stéphane ZAMUNER, Conseiller municipal délégué
- Mme Fanny RAYNARD, Conseillère municipale déléguée
- M. Thierry DERNAUCOURT, Conseiller municipal

Absents : 02

- Mme Isabelle NAUDET, Conseillère municipale déléguée
- Mme Nicole LACOMBE, Conseillère municipale

Pouvoirs : 02

- Mme NAUDET Isabelle donne pouvoir à M. Sylvain RIVET
- Mme LACOMBE Nicole donne pouvoir à Mme Virginie LECLERC ESCALIER

Observations : arrivée de Mme FECHINO Stéphanie à 19h10

Secrétaire de séance : Mme RAYNARD Fanny est nommée secrétaire de séance, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

AR Prefecture

006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

1. OUVERTURE DE SÉANCE

Le Maire, Madame Virginie LECLERC ESCALIER, ouvre la séance à 19 h et Mme RAYNARD Fanny procède à l'appel nominal des Conseillers municipaux.

Mme Le Maire constate que le quorum est atteint et que la séance du conseil peut être tenue.

Elle déclare ensuite Monsieur Thierry DERNAUCOURT installé en tant que conseiller municipal de l'opposition, à la suite de la démission de Monsieur Pierre CORBIN en date du 21 mars 2026. Monsieur DERNAUCOURT, suivant de liste est ainsi déclaré élu ce jour et installé dans ses fonctions de conseiller municipal.

Elle fait également part de la volonté de Madame Nicole LACOMBE, exprimée dans un courriel daté du 21 mars 2026, de ne pas siéger au sein du groupe d'opposition « la force du bon sens et de la sagesse » issu des résultats des élections municipales du 15 mars 2026. A sa demande, elle siègera en tant qu'élue indépendante.

2. ORDRE DU JOUR

Le Maire, procède à la présentation de l'ordre du jour.

CONSEIL DU BUDGET :

- APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 MARS 2026 ;
- APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 ;
- AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025 ;
- TAUX DES TAXES DIRECTES LOCALES 2026 ;
- TARIFS COMMUNAUX 2026 ;
- SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX ASSOCIATIONS POUR 2026 ;
- PROVISION COMPTABLE POUR CRÉANCES DOUTEUSES 2026 ;
- BUDGET PRIMITIF 2026 ;
- RÉVISION LIBRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION – ANNÉE 2026
- CONTRIBUTION ET DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA SURVEILLANCE DES ESPACES NATURELS SITE ESTÉRON 2026 ;
- DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU RÉSEAU COMMUNES FORESTIÈRES DES ALPES-MARITIMES ;
- PRESCRIPTION D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS (P.P.R.N.) ;
- RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DES VÉHICULES MOTORISÉS SUR LE SENTIER DE LA CIME DES COLLETTES INSCRIT AU P.D.I.P.R. ET MISE EN PLACE D'AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION ;
- ACQUISITION DE BIEN AU PROFIT DE LA COMMUNE - PARCELLE B 0240 - PROJET DE CRÉATION DE PARKING ;
- RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES LISTES ÉLECTORALES.

INFORMATIONS MUNICIPALES :

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

3. ÉLECTION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Le Maire propose ensuite de procéder à l'élection du secrétaire de séance à main levée, conformément à l'article L. 2541-6 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette proposition est adoptée à l'unanimité par le Conseil municipal.

Mme Fanny RAYNARD est donc désignée à l'unanimité comme secrétaire de séance.

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

4. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 21 MARS 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-01

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2121-15 relatif à l'établissement du procès-verbal ;

VU le procès-verbal de la séance du Conseil municipal en date du **samedi 21 mars 2026** ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au conseil municipal actuellement en exercice d'approuver le procès-verbal des séances précédentes afin d'assurer la régularité et la continuité administrative des délibérations de la commune ;

CONSIDÉRANT que le procès-verbal de la séance du **samedi 21 mars 2026** a été transmis aux membres du Conseil municipal et mis à leur disposition conformément aux règles en vigueur ;

Le Maire invite l'assemblée à approuver le procès-verbal de la séance du **samedi 21 mars 2026**.

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'adopter le procès-verbal de la séance du **samedi 21 mars 2026**, tel qu'il a été présenté.

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame le Maire et le secrétaire de séance précédente à signer le procès-verbal correspondant conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Discussions :
N'étant pas présent lors de la séance du 21 mars 2026, M. DERNAUCOURT s'abstient.

*** POUR : 09**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 01**

5. APPROBATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

AR Prefecture
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-02

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L. 1612-12 ;

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 ;
CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique a pour objectif la simplification de la présentation des comptes de la Commune afin de permettre une meilleure information des assemblées délibérantes et de contribuer à enrichir le débat démocratique sur les finances locales ;
CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique constitue une agrégation informatique des données produites par l'ordonnateur et par le comptable public ;
CONSIDÉRANT que la maquette du Compte Financier Unique est structurée en quatre parties

- Informations générales et synthétiques ;
- Exécution budgétaire (vues d'ensemble de l'ordonnateur, vues détaillées du comptable public) ;
- États financiers (bilan et compte de résultat du comptable public) ;
- États annexes (dette, personnel, etc.) ;

CONSIDÉRANT s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2025 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, les états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;
CONSIDÉRANT s'être assuré de la concordance entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable public ;
CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique relatif à l'exercice 2025 du budget communal, fait ressortir les résultats ci-après :

BUDGET COMMUNAL 2025

	Dépenses	Recettes	Excédents 001/002	Solde
Section Fonctionnement	277 832,11 €	383 964,58 €	235 772,95 €	341 905,42 €
Section Investissement	221 017,33 €	127 903,29 €	189 547,23 €	96 433,19 €

Le résultat de clôture présente un solde positif de 425 320,18 €.

Conformément à l'article L. 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal élit un président de séance pour le vote du Compte Financier Unique.

Monsieur **Sylvain RIVET, 1er Adjoint**, est élu Président de séance par le Conseil municipal à l'unanimité.

Le Maire, Virginie LECLERC ESCALIER, se retire de la salle et ne prend pas part au vote.

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

Le Président de séance, Sylvain RIVET, propose de procéder au vote du Compte Financier Unique du budget communal pour l'année 2025.

Le Conseil Municipal, ouï la présentation de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

- **CONSTATE** que le Compte Financier Unique n'appelle ni observation ni réserve ;
- **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;
- **APPROUVE** le Compte Financier Unique du budget communal pour l'exercice 2025 ;
- **AUTORISE** le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Discussions :
Mme le maire rappelle que le CFU est le regroupement des 2 anciens documents budgétaires (comptes administratif et financier). Il présente les résultats des dépenses et recettes menées par l'ancienne municipalité.
Section fonctionnement :
Recettes : 383 964 € et dépenses : 277 832 € (+ 106 132 €)
+ 106 132 € auxquels s'ajoutent les 235 722€ de résultat antérieur soit un résultat positif de fonctionnement 341 905 €
Section investissement :
Recettes : 127 903 € et dépenses : 221 071 € (- 93 114 €)
- 93 114 € auxquels s'ajoutent les 189 547 € de résultat antérieur soit un résultat positif d'investissement de 96 433 €.
Résultat de clôture : 341 905 € + 96 433 € = 438 338€ à affecter en 2026.

Mme le Maire ne peut prendre part au vote et quitte la séance. M. RIVET prend la présidence de la séance et fait procédé au vote.

*** POUR : 8**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

6. AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2025

DÉLIBÉRATION : 2026-04-03

Le Maire, expose au Conseil municipal,

VU l'article L. 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'instruction M57, selon lesquels le résultat excédentaire de la section de fonctionnement est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement ;

VU l'adoption du Compte Financier Unique du budget principal 2024 par le Conseil municipal, ce dernier doit se prononcer sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2025 ;

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

CONSIDÉRANT l'examen du Compte Financier Unique, statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice ;

CONSIDÉRANT que le Compte Financier Unique fait apparaître :

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

- un excédent de	**341 905,42 €**
- un déficit de fonctionnement	**0,00 €**

Le Maire décide d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2025 de la manière suivante au Budget Primitif de l'exercice 2026 :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE

Résultat de fonctionnement		
A Résultat de l'exercice précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		106 132,47 €
B Résultats antérieurs reportés ligne 002 du compte financier unique, précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		235 772,95 €
C Résultat à affecter **= A+B (hors restes à réaliser)**		**341 905,42 €**
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
D Solde d'exécution d'investissement		96 433,19 €
E Solde des restes à réaliser d'investissement (4)		-197 880,89 €
Besoin de financement F	**=D+E**	**-101 447,70 €**
AFFECTATION = C	**=G+H**	**341 905,42 €**
1) Affectation en réserves R 1068 en investissement G = au minimum, couverture du besoin de financement F		101 447,70 €
2) H Report en fonctionnement R 002 (2)		240 457,72 €
DEFICIT REPORTE D 002 (5)		0,00 €

Après avoir ouï l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal, se prononcent sur l'affectation de ces résultats :

- **DECIDE** d'affecter une somme de 101 447,70 € au compte de réserve 1068 en section d'investissement du Budget Primitif Communal 2026.
- **DECIDE** d'affecter la somme de 240 457,72 € au chapitre 002 de la section de fonctionnement du Budget Primitif Communal 2026.

AR Prefecture

006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

Discussions :
Mme le Maire explique qu'il s'agit de décider ce que l'on va faire des résultats excédants 2025 dans le budget 2026. Trois options pour la municipalité :

- Financer de l'investissement
- Reporter en fonctionnement
- Combler un déficit antérieur

Lors de la clôture de l'exercice budgétaire au 31/12/2025, certaines dépenses n'ont pas été réglées (restes à réaliser). Leur montant est de 101 447 €.
Il convient donc de payer cette somme en prélevant sur l'excédent de fonctionnement 2025 qui était de 341 905 €.

Mme le Maire tient à apporter des éléments budgétaires complémentaires obtenus à la lecture des documents comptables en sa possession. Elle indique qu'à la prise de fonction de la municipalité précédente (2020-2026), la commune disposée d'une réserve de 739 414 €. A la fin du mandat 202-2026, la commune possède 379 368 €, soit un manque de 360 046 €.
Mme le Maire précise qu'à ce montant s'joutent les 101 447 € de restes à réaliser, ce qui porte à 461 493 € en moins dans la trésorerie de la commune.

M. DERNAUCOURT dit s'inscrire en faux que les éléments portés à la connaissance de l'assemblée par Mme le Maire. Il dit en vouloir pour preuve un écrit des services de la DGFIP qui indique que *« la commune présente un taux de 100 % de réalisation des écritures comptables »*.

Mme le Maire lui précise qu'il s'agit des résultats du bon travail accompli par le secrétaire de mairie, qui a réalisé correctement les saisies informatiques et qu'il ne s'agit pas du résultat des choix budgétaires catastrophiques faits par la précédente municipalité à laquelle il a appartenu. L'intervention de M. DERNENCOURT démontre son incompréhension à la matière.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 01**

7. TAUX DES TAXES DIRECTES LOCALES 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-04

Le Maire, expose au Conseil municipal,

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602PDE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

VU le Code général des Impôts, et notamment les Articles 1636 B sexies et septies ;
VU l'état de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2026 n° 1259 COM, en annexe de cette délibération ;
CONSIDÉRANT que le panier des recettes fiscales de la commune est composé :

- De la taxe foncière sur les propriétés bâties ;
- De la taxe foncière sur les propriétés non bâties ;

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

- De la taxe d'habitation réduite aux seules résidences secondaires.

CONSIDÉRANT que depuis 2023, la commune a récupéré son pouvoir de fixer le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ;
CONSIDÉRANT que les taux ne peuvent excéder 2,5 fois la moyenne Départementale 2025 ou 2,5 fois la moyenne nationale ;
CONSIDÉRANT que les taux ont évolués à la hausse en 2025 sur la commune de TOUDON.

Madame le Maire propose au Conseil municipal les taux suivants :

	Taux 2025	Taux 2026
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (T.F.P.B.)	18,82 %	**18,82 %**
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (T.F.P.N.B.)	43,47 %	**43,47 %**
Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (T.H.S.)	17,39 %	**17,39 %**
Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)	EPCI	**EPCI**

Les taux d'imposition des taxes directes locales de 2026 ne changent pas des taux votés en 2025.

Après avoir ouï l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal,

- **DONNE SON ACCORD** pour l'application des taux mentionnés ci-dessus pour les taxes directes locales de l'année 2026 ;
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer l'état n° 1259 COM et à communiquer cette décision aux services fiscaux avant le 30 avril 2026.

Discussions :
Après avoir fait lecture du contexte national et des difficultés rencontrées par les Français, Mme le Maire indique que la municipalité ne souhaite pas grever davantage le pouvoir d'achat des administrés.
Par conséquent, les taux d'imposition sont maintenus à l'identique :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 18.82 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 43.47 %
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 17.39 %

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

Préfecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

8. TARIFS COMMUNAUX 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-05

Madame le Maire propose de fixer les tarifs communaux comme suit :

- Concession au cimetière pour 30 ans : **1 500,00 €**
- Vente d'un caveau au cimetière du Serret : **5 500,00 €**
- Concession d'une case au columbarium pour 30 ans : **800,00 €**

Le Conseil municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

- **DONNE SON ACCORD**, à l'unanimité, pour l'application des tarifs communaux tels qu'exposés ci-dessus.

Discussions :
Il s'agit de voter les tarifs appliqués dans le cadre des concessions des cimetières :

- Vente de concession : 1500 € (durée 30 ans)
- Vente de caveau : 5 500 €
- Emplacement colombarium : 800 €

Mme le Maire indique qu'il n'y a plus de caveaux disponibles (uniquement 4 places au colombarium) et qu'il conviendra au cours du mandat de procéder à des reprises de concessions funéraires qui sont à l'abandon.

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

9. SUBVENTIONS ALLOUÉES AUX ASSOCIATIONS POUR 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-06

Le Maire, expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2121-28 et L. 2121-29 ;
VU le Décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
CONSIDÉRANT les demandes de subventions transmises auprès des services de la Mairie ;
CONSIDÉRANT les actions menées par les diverses associations communales tout au long de l'année pour proposer différentes animations au sein du village.

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

Afin de prévenir tout conflit d'intérêts, Madame Fanny Raynard se retire de la salle au moment de l'examen de ce point et ne prend part ni au débat ni au vote.

République Française
Département des Alpes-Maritimes

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

Sous la présidence de Madame le Maire, il est proposé de désigner Monsieur Sylvain Rivet, premier adjoint, en qualité de secrétaire de séance pour l'examen de cette délibération.

Madame le Maire propose au Conseil municipal de verser aux associations communales les subventions suivantes afin de souligner l'encouragement de la municipalité aux bénévoles qui se dévouent pour mener à bien les manifestations qui sont organisées tout au long de l'année.

ASSOCIATIONS	SUBVENTION
Comité des Fêtes, Arts et Sports de TOUDON	1 200,00 €
Club Inter âges « Lou Todonnenc »	500,00 €
Association « Les jardins de Toudon »	500,00 €
Coopérative scolaire Ecole du Rocher - TOUDON	300,00 €
Association des Parents d'Elèves « Les Pitchouns du Mont Vial »	400,00 €
Mouv' & Créa des Vallées 06	500,00 €
Société de Chasse de TOUDON	800,00 €
Amicale des Forestiers-Sapeurs - ROQUESTERON	100,00 €
Collège Ludovic Bréa - St MARTIN-DU-VAR AS	180,00 €
MSP de la Vallée de L'Estéron - ROQUESTERON	200,00 €
Amicale de la Gendarmerie - ROQUESTERON	100,00 €
TOTAL	**4780,00 €**

Après avoir ouï l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal,

AUTORISE le versement des subventions inscrites ci-dessus ;

PREVOIR au budget primitif 2026 à l'article 65748 sous réserve de réceptionner le dossier de demande de subvention complet.

AR Prefecture
006-210601415-20260627-DE20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

Discussions :

Rappel :

- Les demandes de subventions doivent être établies en fonction d'un projet en lien avec les statuts de l'association, être motivées et fléchées.
- Les associations sont à but non lucratif et que les excédents financiers doivent être réinvestis dans le fonctionnement de celles-ci
- Instauration du dossier CERFA pour une meilleure appréciation de la demande

Mme le Maire indique que des critères ont été instaurés pour l'attribution des aides au milieu associatif local. Dix demandes ont été formulées. Une 11ème a été attribuée hors dossier (coopérative de l'école).

Attributions 2026 :

- Comité de fêtes 1 200 €
- Lou todonennc 500 €
- Les jardins de Toudon : 500 €
- Coopérative scolaire 300 €
- APE 400 €
- Mouv'& Créa des vallées 500 €
- société de chasse 800 €
- amicale des forestiers sapeurs de Roquesteron 100 €
- AS collège Ludovic Bréa 180 €
- MSP de la vallée de l'Estéron 200 €
- amicale de la gendarmerie de Roquesteron 100 €

Total 4 780 €

Mme RAYNARD Fanny quitte la séance (statut de l'élu intéressé). M. RIVET prend le secrétariat de séance.

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

10. PROVISION COMPTABLE POUR CRÉANCES DOUTEUSES 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-07

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment ses articles L.2121-29, L.2321-2 et R.2321-2 ;
VU l'instruction budgétaire et comptable M57 ;
CONSIDÉRANT que le régime de provisionnement semi-budgétaire est de droit commun pour les communes ;
CONSIDÉRANT que le caractère d'irrécouvrabilité de certaines dettes est avéré ;
CONSIDÉRANT que la constitution de cette provision permettra de financer la charge induite par le risque, au moyen d'une reprise. A contrario, la reprise de provision constituera une recette si le risque venait à disparaître et la créance recouvrée ;
CONSIDÉRANT la nécessité de constituer une provision de 15 % des restes à recouvrer supérieurs à 2 ans au 31 décembre 2025 ;

Reçu en préfecture
006-210601415-20260627-D20260802-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

CONSIDÉRANT la provision constituée par la commune de TOUDON est de 1 269,00 €, pour l'année 2025.

Par souci de sincérité budgétaire, de transparence des comptes et de fiabilité des résultats de fonctionnement des collectivités, le Code général des collectivités territoriales rend obligatoires les dotations aux provisions pour créances douteuses. D'un point de vue pratique, le comptable et l'ordonnateur échangent leurs informations sur les chances de recouvrement des créances. L'inscription annuelle des crédits budgétaires puis les écritures de dotations aux provisions sont effectuées après concertation étroite et accords entre eux.

Le mécanisme comptable de provision permet d'appréhender les incertitudes de recouvrement en fonction de la nature et de l'intensité du risque. La comptabilisation des dotations aux provisions des créances douteuses (ou dépréciations) repose sur des écritures semi-budgétaires par utilisation en dépenses du compte 681 « Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges de fonctionnement »

L'identification et la valorisation du risque résultent d'un travail concerté entre l'ordonnateur et le comptable sur la base d'états des restes à recouvrer. L'évaluation du montant de la provision s'appuie sur l'ancienneté de la créance comme premier indice des difficultés pouvant affecter son recouvrement. Le calcul de la provision à constituer se fait sur les créances douteuses constatées sur les années antérieures ou égales à 2023.

Le SGC de Plan du Var nous a transmis l'état de nos créances, qui s'élève à 4 142,26 €. La commune doit donc constituer une provision à hauteur de 20 %, soit une somme de 828,45 €.

Pour rappel :

- En 2023, le Conseil municipal a décidé de créer une provision et d'inscrire 10 000,00 € au compte 681.
- En 2024, le Conseil municipal a procédé à une reprise de provision de 8 266,00 € au compte 781, ramenant ainsi le montant de la provision à 1 734,00 €.
- En 2025, une nouvelle reprise de 465,00 € a été effectuée au compte 781, portant le montant de la provision à 1 269,00 €.

Après avoir ouï l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal,

- **DE NE PAS INSCRIRE** de provision pour l'année 2026 au compte 681 « Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions - Charges de fonctionnement » du budget principal ;

- **D'INSCRIRE** une reprise de la provision à hauteur de 440,00 € au compte 781 « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » afin de résuire la provision à 829,00 €.

AR Prefecture

006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

Discussions :
En concertation avec le comptable public et dans le respect du CGCT, qui rend obligatoire les dotations aux provisions pour els créances douteuses, la commune doit inscrire à son budget 2026, un montant correspondant à de potentielles reprises de provision.
Il est préconisé d'inscrire une provision de 20 % des créances qui s'élèvent à 4 142 €.
La municipalité fait le choix d'inscrire 440 € à son budget primitif 2026.

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

11. BUDGET PRIMITIF 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-08

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1612-1 à L. 1612-20 et L. 2311-1 à L. 2343-2 relatifs à l'adoption et l'exécution des budgets communaux ainsi qu'aux finances communales ;

VU l'article L. 5217-10-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que le projet de budget de la commune est préparé et présenté par le maire qui est tenu de le communiquer aux membres du Conseil Municipal avec les rapports correspondants, 12 jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget ;

VU l'instruction comptable et budgétaire M57 ;

CONSIDÉRANT que le Comptes Financier Unique de l'exercice 2025 a été adopté, le Budget Primitif 2026, équilibré dans chaque section, est donc majoré des résultats 2025 et de l'affectation du résultat de fonctionnement ;

CONSIDÉRANT que le projet et le rapport de présentation budgétaire 2026, transmis avec l'ordre du jour de la séance à chaque conseiller municipal, commente de façon détaillée, le budget primitif de la commune et a été transmis le 24 avril 2026.

Le Budget pour l'année 2026 s'équilibre de la façon suivante :

BUDGET PRIMITIF COMMUNAL 2026

Sections	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	550 838,72 €	550 838,72 €
Investissement	968 469,61 €	968 469,61 €

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT l'assemblée délibérante autorise le maire à opérer des virements de crédit de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel dans la limite suivante :

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

FONCTIONNEMENT : 7,5%
INVESTISSEMENT : 7,5%

7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections déterminées à l'occasion du budget.

FONCTIONNEMENT : dans la limite de **26 058,01 €** des crédits ouverts au BP (soit 7,5% de 347 440,18 € en excluant les chapitres d'ordre)
INVESTISSEMENT : dans la limite de **41 891,13 €** des crédits ouverts au BP (soit 7,5% de 558 548,43 € en excluant les chapitres d'ordre)

Le Maire sera tenu d'informer l'assemblée délibérante des mouvements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L. 21 22-22 du CGCT.

Après avoir ouï l'exposé de Madame le Maire et en avoir délibéré, les membres du Conseil municipal,

- **AUTORISE** Madame le Maire à procéder à la fongibilité des crédits aux taux indiqués et à signer tout document s'y rapportant ;
- **APPROUVE** le Budget Primitif exposé ci-dessus ;

Discussions :
Mme le Maire rappelle le contexte financier dans lequel la nouvelle municipalité début le mandat. L'un des engagements de la campagne électorale était de réaliser un audit financier mais qu'au vu du coût de celui-ci et des éléments financiers fournit par les services fiscaux, il convient de saisir la Chambre Régionale des Comptes pour réaliser une analyse des dépenses effectuées entre 2020 et 2026.

Propositions :

- Section investissement : des travaux de rénovations seront entrepris dans tous les biens communaux, la sécurisation de l'aléa rocheux rue du Brec, création de parkings, remboursement des avances faites par la CCAA dans le cadre de l'aléa rocheux de la route de la Comba

Dépenses 968 469 € (tient compte des ouvertures de crédits liés au projet de l'ancienne municipalité sur l'espace St Jean)

- Section fonctionnement : charges en personnel stabilisées, réduction sur certains postes de dépenses (carburant, formation, fournitures administratives…)

Dépenses 550 838 €.

Des demandes de subventions seront automatiquement recherchées et sollicitées pour faire baisser le reste à charge sur les finances communales.

Mme le Maire indique qu'il s'agit d'un budget prudent, qui tient du passif financier et des besoins identifiés pour 2026.

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

*** POUR : 10**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 01**

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

12. RÉVISION LIBRE DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION – ANNÉE 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-09

Le Maire, expose au Conseil Municipal,

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;
VU l'article L. 5219-5-XII du Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la délibération n° D2017/095 du 22 décembre 2017 de la Communauté de Communes Alpes d'Azur approuvant le passage à la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) ;
VU la délibération n° D2020/052 du 17 juillet 2020 de la Communauté de Communes Alpes d'Azur approuvant la composition de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) ;
VU le rapport de la CLECT du 18 novembre 2022 validé à la majorité qualifiée par les communes membres ;
VU la délibération n° D2026/003 du 2 février 2026 de la Communauté de Communes Alpes d'Azur approuvant la révision libre des attributions de compensation pour l'année 2026 ;
CONSIDÉRANT que chaque commune se doit d'approuver le montant de son attribution de compensation.

Le Maire rappelle que, depuis le passage en fiscalité professionnelle unique (FPU), chaque commune reçoit une attribution de compensation égale à sa part des produits de la fiscalité des professionnels (CFE, CVAE, IFER, TASCOM). Ceci est la composante dite « fiscale » de l'attribution de compensation. Également, chaque transfert de compétences donne lieu à correction des attributions de compensation à hauteur du montant net des charges transférées. Ceci est la composante dite « charge » de l'attribution de compensation.

Ainsi, il rappelle que la CLECT s'est réunie le 18 novembre 2022 afin d'évaluer les charges transférées à la date du transfert des compétences « zones d'activité économique », « mobilité » et « infrastructure de recharge pour véhicules électriques ». Compte-tenu des évolutions des charges nettes observées depuis les transferts de compétence, la Conseil Communautaire a décidé de s'éloigner des conclusions du rapport de la CLECT et de procéder à une révision libre des attributions de compensation, telle que prévue à l'article 1609 nonies C point V 1° bis du Code général des impôts.

Le montant des attributions de compensation résultant de la mise en œuvre de cette révision libre pour chacune des communes membres à partir de l'année 2026 a été approuvé lors du conseil communautaire du 2 février 2026 et s'établit ainsi :

Commune	Montant AC (en €uros)
Aiglun	3 260
Ascros	3 330
Auvare	1 970
Beuil	22 941
Châteauneuf d'Entraunes	1 249
Cuébris	4 719

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

Daluis	2 068
Entraunes	29 580
Guillaumes	93 057
La Croix-sur-Roudoule	2 603
La Penne	3 746
Lieuche	1 175
Malaussène	52 302
Massoins	57 984
Péone	123 941
Pierlas	483
Pierrefeu	3 499
Puget-Rostang	1 111
Puget-Théniers	139 744
Revest-les-Roches	30 892
Rigaud	8 889
Roquesteron	8 669
Saint-Antonin	-551
Saint-Léger	167
Saint Martin d'Entraunes	9 953
Sallagriffon	1 385
Sauze	1 137
Sigale	9 230
Thiery	305
Toudon	**2 022**
Touët-sur-Var	23 119
Tourette-du-Château	10 001
Villars-sur-Var	16 509
Villeneuve d'Entraunes	4 381
TOTAL	**674 870**

Aussi, le Maire propose au Conseil d'approuver le montant des attributions de compensation résultant de la mise en œuvre de cette révision libre pour l'année 2025, tel que présenté ci-dessus, et s'élevant à 2 022,00 € (deux mille vingt-deux euros) pour la commune de TOUDON.

Ouï l'exposé de Madame le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal **DECIDE** :

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

- **D'APPROUVER** le montant de l'attribution de compensation pour la commune s'élevant à 2 022,00 € (deux mille vingt-deux euros), résultant de la mise en œuvre de cette révision libre pour l'année 2026, tel que présenté dans la délibération D2026/003 du 2 février 2026 de la Communauté de Communes Alpes d'Azur.

Discussions :
Depuis 1999, les différentes fiscalités professionnelles sont regroupées et sont perçues par les EPCI, qui en reversent une partie aux communes sur lesquelles sont installées les entreprises.
Toudon compte peu d'entreprises dont le siège social est sur le territoire communal. C'est un axe que la commune doit développer.
Attribution de compensation 2026 pour Toudon : 2 022 €

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

13. CONTRIBUTION ET DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA SURVEILLANCE DES ESPACES NATURELS SITE ESTÉRON 2026

DÉLIBÉRATION : 2026-04-10

Le Maire, expose au Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2121-29 et suivants ;

VU le Code de l'Environnement ;

VU le budget communal 2026 ;

VU le devis établi par l'Office National des Forêts (ONF) – Agence Territoriale Alpes-Maritimes / Var, en date du 16 décembre 2025, d'un montant de 4 401,60 € HT ;

CONSIDÉRANT que la commune de TOUDON est située au sein de la vallée de l'Estéron, site naturel remarquable comprenant la rivière de l'Estéron classée « rivière sauvage » sur l'ensemble de son linéaire ;

CONSIDÉRANT la forte fréquentation de ce site par un public diversifié générant une pression anthropique importante ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévenir et de lutter contre les incivilités constatées, notamment les feux de cuisson en forêt, les dépôts sauvages, les pollutions et le stationnement anarchique ;

CONSIDÉRANT que la commune a déjà mis en œuvre des opérations de surveillance en 2022, 2023, 2024 et 2025 ;

CONSIDÉRANT l'intérêt communal à poursuivre et renforcer ces opérations pour l'année 2026 sur les secteurs du Pont de la Cerise et de l'Estéron ;

CONSIDÉRANT les capacités financières limitées de la commune ;

CONSIDÉRANT la possibilité de solliciter une aide financière auprès du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes.

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

Le Conseil Municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la réalisation, pour l'année 2026, d'une mission de surveillance des espaces naturels communaux situés sur les secteurs du Pont de la Cerise et de l'Estéron.

ARTICLE 2 : D'approuver le devis établi par l'ONF – Agence Territoriale Alpes-Maritimes / Var, d'un montant de 4 401,60 € HT, soit 5 281,92 € TTC, et d'inscrire les crédits correspondants au budget communal 2026.

ARTICLE 3 : De solliciter auprès du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes l'attribution d'une subvention à hauteur de **50 % du montant HT**, soit **2 200,80 €**.

ARTICLE 4 : D'approuver le plan de financement suivant :

Objet	Dépenses
Mission de surveillance des espaces naturels	4 401,60 € HT
Subvention Conseil Départemental – 50 %	2 200,80 € HT
Autofinancement – 50 %	2 200,80 € HT
TVA	880,32 €
TOTAL TOUTES TAXES COMPRISES (TTC)	**5 281,92 € TTC**

ARTICLE 5 : D'autoriser Madame le Maire à signer tout document, pièce administrative ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Discussions :
Depuis 2022, les communes de Gilette, Pierrefeu, les Ferres et Toudon financent des postes de surveillants de l'ONF pour surveiller notamment la nuit, le lit de l'Esteron. Cette démarche est complémentaire de la garde régionale qui procède à la prévention.
Les agents de l'ONF sont habilités à rédiger des procès-verbaux en cas d'infraction.
Il est demandé au conseil municipal de :

- Valider le principe de recrutement
- D'accorder une contribution de 5 281€
- Réaliser une demande subvention auprès du Conseil Départemental (50%)

Une réflexion sera menée sur cette action pour 2027 (ratio coût/prestation)

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

14. DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT DE LA COMMUNE AU SEIN DU RÉSEAU COMMUNES FORESTIÈRES DES ALPES-MARITIMES

DÉLIBÉRATION : 2026-04-11

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5721-1 et suivants ;

VU les statuts de l'association Communes forestières des ALPES-MARTIMES ;

CONSIDÉRANT l'adhésion de notre commune au réseau Communes forestières des ALPES-MARITIMES ;

CONSIDÉRANT le renouvellement des mandats municipaux lors des scrutins du 15 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que le représentant engage sa commune respective dans les décisions à prendre au sein de l'association ;

CONSIDÉRANT qu'un appel à candidature a été organisé par Mme le Maire ;

CONSIDÉRANT que Mme LECLERC ESCALIER Virginie s'est portée candidate aux fonctions de représentante titulaire et Mme GHIGO CAGNOL Magali s'est portée candidate aux fonctions de représentante suppléante ;

CONSIDÉRANT que le Conseil municipal décide, à l'unanimité, de procéder au vote à main levée.

Il est procédé à l'élection des délégués appelés à représenter la commune au sein du Comité Syndical, conformément aux dispositions de l'article L. 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après appel à candidatures, il est procédé au vote.

Résultat du vote :

Nombre de votants : 9

Suffrages exprimés : 11

Ont obtenu :

- Mme LECLERC ESCALIER Virginie, Le Maire : 11 voix
- Mme GHIGO CAGNOL Magali : 11 voix

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

ARTICLE 1 : de désigner les délégués suivants au sein de l'association Communes forestières de ALPES-MARITIMES

- **Délégué titulaire : Mme LECLERC ESCALIER Virginie, Le Maire ;**
- **Délégué suppléant : Mme GHIGO CAGNOL Magali, 2e Adjoint.**

ARTICLE 2 : de charger Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération. La présente délibération sera notifiée au représentant de l'Etat dans le Département et au président de l'association Communes forestières de ALPES-MARITIMES.

Discussions :
La commune de TOUDON est adhérente à l'association des communes forestières.
À la suite des nouvelles élections municipales, il convient de nommer de nouveaux représentants.
Il est proposé :

- Mme LECLERC ESCALIER Virginie en qualité de titulaire
- Mme GHIGO CAGNOL Magali en qualité de suppléante

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

15. PRESCRIPTION D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS (P.P.R.N.)

DÉLIBÉRATION : 2026-04-12

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 562-1 à L. 562-9 relatifs aux Plans de Prévention des Risques Naturels prévisibles ;

VU les dispositions relatives à la prévention des risques majeurs et à la sécurité des populations ;

CONSIDÉRANT que la commune de TOUDON est exposée à plusieurs aléas naturels, notamment les chutes de blocs, les mouvements de terrain, le risque incendie de forêt ainsi que le risque sismique ;

CONSIDÉRANT les événements survenus sur le territoire communal ces dernières années, ayant affecté des propriétés privées, des infrastructures publiques et la sécurité des administrés ;

CONSIDÉRANT que la répétition de ces phénomènes met en évidence une vulnérabilité structurelle du territoire ;

CONSIDÉRANT que le Plan de Prévention des Risques Naturels constitue un outil réglementaire essentiel permettant :

AR Prefecture
006-210601418-20260627-D2026P002-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

- de délimiter les zones exposées aux risques ;
- de réglementer l'urbanisation et l'occupation des sols ;
- de définir des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'État de prescrire l'élaboration d'un P.P.R.N., à la demande notamment des collectivités concernées ;

Le Conseil municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la demande de prescription d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (P.P.R.N.) sur l'ensemble du territoire communal.

ARTICLE 2 : De solliciter Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes afin qu'il engage la procédure de prescription correspondante.

ARTICLE 3 : D'autoriser Madame le Maire à signer tout document et à entreprendre toute démarche nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

ARTCILE 4 : De s'engager à collaborer avec les services de l'État dans le cadre de l'élaboration du futur P.P.R.N..

Discussions :
Mme le maire expose que la commune de TOUDON est exposée à plusieurs aléas naturels et qu'à ce jour, il n'existe aucun document répertoriant ceux-ci.
Aussi, la municipalité sollicite les services de l'Etat pour al rédaction d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) qui permettra :

- Délimiter les zones exposées
- Règlementer l'urbanisation et l'occupation des sols
- Définir des mesures de prévention et de sauvegarde.

Ce document établi, permettra à moyens termes la création d'une carte communale ou d'un PLU.

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

16. RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DES VÉHICULES MOTORISÉS SUR LE SENTIER DE LA CIME DES COLLETTES INSCRIT AU P.D.I.P.R. ET MISE EN PLACE D'AMÉNAGEMENTS DE PROTECTION

DÉLIBÉRATION : 2026-04-13

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'environnement ;

COMMUNE DE TOUDON

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

VU le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (P.D.I.P.R.) dans lequel est inscrit le sentier de la Cime des Collettes ;

CONSIDÉRANT que ce sentier est destiné prioritairement aux usages pédestres et de randonnée ;

CONSIDÉRANT les signalements répétés relatifs à la circulation de véhicules motorisés de type motos et engins assimilés sur ce sentier ;

CONSIDÉRANT les dégradations constatées et les risques pour la sécurité des usagers ;

CONSIDÉRANT la nécessité de préserver les espaces naturels et la tranquillité publique.

Le Conseil Municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De charger Madame le Maire de prendre un arrêté municipal interdisant la circulation des véhicules motorisés (hors services publics et secours) sur le sentier de la Cime des Collettes.

ARTICLE 2 : De mettre en place une signalisation réglementaire aux accès du sentier indiquant cette interdiction.

ARTICLE 3 : D'étudier et de réaliser, si nécessaire, des aménagements physiques de type chicanes ou dispositifs anti-intrusion afin d'empêcher le passage des véhicules motorisés.

ARTICLE 4 : De solliciter, le cas échéant, l'appui technique et financier du Département au titre du P.D.I.P.R. pour ces aménagements.

Discussions :
Il a été remarqué que de engins motorisés circulaient sur le sentier qui mène à la cime des Colettes.
Le Conseil Départemental a réalisé un emmarchement en pierres sèches et un pavage pour un montant de 14 628 € (février 2026).
La préservation environnementale, la sécurité des randonneurs et la préservation de la tranquillité publique nous obligent à prendre un arrêté d'interdiction de tous véhicules à moteur (hors services publics de secours ou de sécurité).
Tout manquement fera l'objet d'une contravention.

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

17. ACQUISITION DE BIEN AU PROFIT DE LA COMMUNE - PARCELLE B 0240 - PROJET DE CRÉATION DE PARKING

DÉLIBÉRATION : 2026-04-14

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'Article L. 2121-29, relatif aux compétences du conseil municipal pour régler par délibération les affaires de la commune ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les Articles L. 2241-1 et L. 2241-2, autorisant la commune à procéder à l'acquisition d'immeubles nécessaires à ses projets et exigeant l'autorisation du Conseil municipal pour toute acquisition ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) relatif à l'entrée d'un bien dans le domaine privé de la commune ;

VU le Code de l'Urbanisme et les dispositions relatives aux opérations d'aménagement et à l'utilisation des sols ;

CONSIDÉRANT l'intérêt communal de l'opération, visant à permettre la création d'un parking ;

CONSIDÉRANT l'exposé de Monsieur le Maire précisant les modalités de la vente :

- Le prix : 500,00 € (cinq-cents euros) ;
- Les modalités de paiement : paiement immédiat ;
- La désignation du bien : parcelle de foncier non bâti cadastré section B numéro 0240 d'une contenance de 155 m^2 se situant, Route d'Ascros - 06830 TOUDON ;
- Les vendeurs : Monsieur Michel Pierre CAGNOL et Monsieur Louis Paul CAGNOL ;
- L'acquéreur : La commune de TOUDON ;

La commune souhaite acquérir ladite parcelle afin de permettre la création d'un futur parking.

Monsieur le Maire propose en outre de l'autoriser à signer tous les actes nécessaires à cette acquisition, à régulariser par Maître Salvia GUENIN, notaire à MANDELIEU-LA-NAPOULE (ALPES-MARITIMES).

Le Conseil Municipal, OUÏ l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : d'accepter les conditions de cession telles qu'exposées ci-dessus.

ARTICLE 2 : d'autoriser Madame le Maire à signer tous actes relatifs à cette acquisition, à recevoir par Maître Salvia GUENIN, notaire à MANDELIEU-LA-NAPOULE (ALPES-MARITIMES).

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

ARTICLE 3 : Précise que les frais de notaire seront à la charge de l'acquéreur, soit la commune de TOUDON.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

Discussions :
Le manque de stationnement est prégnant au cœur du village (2 à 3 véhicules par foyer, stationnement anarchique et dangereux…).
Il est proposé d'acquérir la parcelle B 0240 (155 m2) située route d'Ascros (sous le chemin de l'Amourier) pour y faire réaliser un parking public, qui viendra compenser en partie, la problématique de stationnement.
Coût de l'opération : 500 €

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

18. RENOUVELLEMENT DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES LISTES ÉLECTORALES

DÉLIBÉRATION : 2026-04-15

Le Maire expose au Conseil municipal,

VU le Code électoral, et notamment ses articles L. 19, L. 18 et R. 7 à R. 11 relatifs au contrôle des listes électorales ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales ;

VU le décret n° 2018-350 du 14 mai 2018 relatif aux commissions de contrôle des listes électorales ;

VU la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales de mars 2026 ;

VU le décret n° 2026-8 du 8 janvier 2026 relatif à la durée du mandat des conseillers municipaux ;

VU l'élection municipale du 15 mars 2026 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2026 portant nomination des membres des commissions de contrôle des listes électorales pour les communes de l'arrondissement de Nice ;

CONSIDÉRANT qu'à la suite du renouvellement intégral du Conseil municipal, il convient de procéder à la mise en place d'une nouvelle commission de contrôle des listes électorales ;

CONSIDÉRANT que, conformément à l'article L. 19 du Code électoral, la composition de cette commission dépend du nombre de listes ayant obtenu des sièges au Conseil municipal ;

CONSIDÉRANT que dans les communes où deux listes au moins ont obtenu des sièges, la commission est composée de :

- Trois Conseillers municipaux appartenant à la liste ayant obtenu le plus grand nombre de sièges ;
- Deux Conseillers municipaux appartenant à la deuxième liste ;

AR Prefecture
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

CONSIDÉRANT que le maire, les adjoints titulaires d'une délégation et les conseillers municipaux titulaires d'une délégation en matière électorale ne peuvent en être membres ;

CONSIDÉRANT que les membres sont désignés dans l'ordre du tableau parmi les conseillers volontaires ;

CONSIDÉRANT qu'il est possible de désigner des suppléants dans les mêmes conditions.

D'après le tableau du Conseil municipal, Madame le maire propose :

- En tant que candidats du groupe majoritaire :
  - M. GIRAUD Frédéric ;
  - M. PERINET Patrick ;
  - Mme NAUDET Isabelle.
- En tant que candidats de la deuxième liste :
  - Mme LACOMBE Nicole ;
  - M. DERNAUCOURT Thierry.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DÉCIDE

ARTICLE 1 : de désigner les membres qui compose la commission de contrôle des listes électorales tels que précisé ci-dessus.

ARTICLE 2 : D'autoriser Madame le Maire à accomplir toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Discussions :
À la suite des élections municipales, il convient de renouveler les membres de la commission de contrôle des listes électorales.
Il est proposé :
pour l'équipe majoritaire :
- M. GIRAUD Frédéric
- Mme NAUDET Isabelle
- M. PERINET Patrick,

et pour les oppositions :
- Mme LACOMBE Nicole
- M. DERNAUCOURT Thierry

*** POUR : 11**
*** CONTRE : 00**
*** ABSTENTION : 00**

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

19. INFORMATIONS MUNICIPALES

Discussions :

- Le Maire informe le Conseil municipal avoir pris, depuis la séance du 21 mars 2026, les arrêtés suivants :
  - Délégation de fonctions à Monsieur Sylvain RIVET, Premier adjoint au Maire (travaux, voirie, eau et assainissement) ;
  - Délégation de fonctions à Madame Magali GHIGO CAGNOL, Deuxième adjointe au Maire (affaires sociales, logement, environnement) ;
  - Délégation de fonctions à Monsieur Frédéric GIRAUD, Conseiller municipal (sécurité des biens et des personnes, Obligations Légales de Débroussaillement – O.L.D.) ;
  - Délégation de fonctions à Monsieur Patrick PERINET, Conseiller municipal (grands projets, développement économique, transports) ;
  - Délégation de fonctions à Madame Isabelle NAUDET, Conseillère municipale (petite enfance, culture et patrimoine) ;
  - Délégation de fonctions à Madame Stéphanie FECHINO, Conseillère municipale (sport et loisirs et vie associative) ;
  - Délégation de fonctions à Monsieur Stéphane ZAMUNER, Conseiller municipal (manifestations et festivités) ;
  - Délégation de fonctions à Madame Fanny RAYNARD, Conseillère municipale (enfance, jeunesse, éducation et communication) ;
  - Délégation à Monsieur Robin LAUGIER RABELLE, en matière d'état civil, en gestion des listes électorales, en matière d'établissement des listes électorales ;
  - Titularisation de Monsieur Jérôme PARENT au grade d'adjoint technique territorial.
- La commune a décidé de mettre fin au projet d'aménagement de l'espace Saint-Jean, celui-ci ayant été jugé inadapté aux besoins et aux attentes des habitants. Le coût engendré par l'abandon du projet s'élève à 6 400 € pour la commune.
- La commune va se dessaisir du projet d'acquisition de la parcelle à l'entrée du village comprenant une ancienne bergerie en ruine, compte tenu des contraintes liées à ce dossier.
- Rappel cérémonie du 8 mai à laquelle l'ensemble des habitants est cordialement invité.
- Informations concernant les manifestations à venir : le Rallye d'Antibes traversera la commune le 16 mai. À cette occasion, un arrêté de circulation sera pris et le stationnement sera interdit rue Centrale afin de garantir le bon déroulement de l'épreuve et la sécurité de tous. Par ailleurs, le Raid EDHEC, organisé par les étudiants de cette école de commerce, se déroulera le 24 mai et fera également étape sur le territoire communal.

AR Prefecture
006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU BUDGET DU 29 AVRIL 2026

20. CLÔTURE DE SÉANCE

L'ordre du jour étant épuisé, **Madame le Maire** remercie l'ensemble des membres du Conseil Municipal de leur attention et lève la séance à **20 h 00.**

Le Secrétaire de séance,
RAYNARD Fanny

Le Maire,
Virginie LECLERC ESCALIER

MAIRIE DE TOUDON (A.-M.)

AR Prefecture

006-210601415-20260627-D20260602-DE
Reçu le 30/06/2026
Publié le 30/06/2026